

Politique de l'enfant : Selon l'OCDE, la France qui consacre beaucoup d'argent à ses enfants, peut mieux faire pour réduire les inégalités

Investissez sur le bien-être des enfants ! C'est le message que veut faire passer l'OCDE qui, pour la première fois, vient de publier un [rapport](#) sur « *le bien-être des petits enfants* » jusqu'à leur sixième année. Rendu public mardi 1er septembre, ce rapport met en avant la nécessité de « **consacrer davantage d'argent à la petite enfance** » afin de réduire les inégalités sociales et familiales.

Bien que difficilement quantifiable, le bien-être des enfants de moins de 6 ans demeure toutefois essentiel, « *afin de réduire les inégalités sociales et de permettre à tous, en particulier les plus fragiles, d'être plus heureux* », indique l'OCDE.

Et si la France, qui consacre beaucoup d'argent à sa politique en faveur des enfants, fait figure de bon élève, elle est pointée du doigt par l'Organisation internationale qui juge que, sur le plan qualitatif, de réels progrès restent à faire notamment en terme d'éducation.

Ce premier rapport, réalisé à partir de six indicateurs - le bien-être matériel, l'éducation, la santé et la sécurité, le logement et l'environnement, les comportements à risque et la qualité de la vie scolaire -, fait état de la situation dans les 30 pays membres de l'OCDE. Il montre que les dépenses publiques que ces pays consacrent aux moins de 6 ans ne représentent, en moyenne, qu'un quart de l'ensemble des dépenses en direction des enfants.

La France qui se classe « *troisième pays le plus généreux vers les enfants* », se place en cinquième position pour les dépenses publiques qu'elle consacre à la petite enfance et ce, grâce aux écoles maternelles. En 2003, elle dépensait plus de 32 200 euros par enfant âgé de moins de 6 ans, alors que la moyenne de l'OCDE s'établit autour de 19 600 euros. Et le bien-être matériel (niveau de vie des familles) des jeunes enfants français se situe parmi les meilleurs des pays de l'OCDE. Mais, « *malgré des dépenses élevées, certains résultats des enfants en France sont légèrement à la traîne, particulièrement dans l'éducation* » constatent les auteurs de l'étude. Qui pointent les disparités de niveaux en France, puisque l'écart entre les meilleurs et les moins bons élèves est cinq fois plus élevé que la moyenne de la zone OCDE. Quant au niveau de la santé, l'OCDE souligne aussi le bilan « *mitigé* » de la France. Six mères sur dix seulement allaitent leur enfant à la naissance, le deuxième taux le plus bas après l'Irlande.

Pour les auteurs du rapport, c'est à un investissement plus équilibré des dépenses, entre le stade de la petite enfance et celui de la grande enfance ou de l'adolescence, qu'il faut procéder dans tous les pays en se concentrant notamment sur la santé, l'éducation, et le bien être des enfants. Selon Angel Gurría, le secrétaire général de l'OCDE « *la crise met les budgets publics sous pression dans tous les pays. Mais toutes les économies de court terme faites sur les dépenses pour l'éducation et la santé des enfants auraient des coûts importants à long terme pour la société* ». Et souligne-t-il « *dans le cas des enfants défavorisés, il est tout particulièrement essentiel d'intervenir dès la petite enfance, moment où se construit l'avenir, afin de les aider à briser le cycle familial de la pauvreté et de l'exclusion* ».

L'OCDE préconise donc à ses pays membres d'augmenter dès à présent leurs prestations au profit des enfants d'âge préscolaire - investir dans les services prénataux et post-nataux ou l'accueil des tout jeunes enfants - mais aussi de mettre en place une politique incitative comme cela est le cas dans certains pays qui lient une démarche préventive au taux de remboursement d'actes médicaux. Pour exemple la Hongrie verse une prime à la naissance aux mamans qui lors de leur grossesse, ont réalisé quatre bilans prénataux. Enfin, l'OCDE évoque l'importance d'une attention toute particulière envers les élèves défavorisés dans les systèmes éducatifs rappelant que la plupart des systèmes scolaires ne sont pas conçus pour traiter leurs problèmes.